



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:26-10003>

Département(s) de publication : 17

Annonce n° 26-10003

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

**Forme juridique de l'acheteur** : Organisme de droit public

**L'acheteur est une entité adjudicatrice**

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Services d'administration générale

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique ILEO

**Description** : Délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique ILEO

**Identifiant de la procédure** : 73a8c741-72c0-46ab-8d8f-ea1eb59b42d5

##### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Services

**Nomenclature principale ( cpv )** : 92610000 Services d'exploitation d'installations sportives

##### 2.1.4 Informations générales

**Si la procédure est annulée ou infructueuse, elle sera relancée**

**Base juridique** :

Directive 2014/23/UE

##### 2.1.6 Motifs d'exclusion

**Sources des motifs d'exclusion** : Avis

Situation analogue à la faillite prévue dans la législation nationale :

Faillite :

Corruption :

Concordat :

Participation à une organisation criminelle :

Accords avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit environnemental :

Blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme :

Fraude :

Travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains :

Insolvabilité :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit du travail :

Biens administrés par un liquidateur :

Coupable de fausses déclarations, non-communication, n'a pas été en mesure de fournir les documents requis et a obtenu des informations confidentielles de la présente procédure :

Conflit d'intérêt créé par sa participation à la procédure de passation de marché :

Association directe ou indirecte à la préparation de cette procédure de passation de marché :

Résiliation, dommages et intérêts ou autres sanctions comparables :

Manquement aux obligations dans le domaine du droit social :

État de cessation d'activités :

Infractions terroristes ou infractions liées aux activités terroristes :

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre** : Délégation de service public pour l'exploitation du centre aquatique ILEO

**Description** : Le Concessionnaire gère l'équipement à « ses risques et périls ». Il devra gérer l'équipement, en respectant l'ensemble des vocations souhaitées : scolaire (initiation, apprentissage), loisirs (amusement, détente), sportive (forme-santé, performance...). Il assurera la sécurité maximale des utilisateurs, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur. De manière générale, le Concessionnaire sera à titre principal responsable de : l'accueil des usagers (public, scolaires, associations et clubs sportifs) et de la gestion courante ; l'animation, la commercialisation et la promotion du Centre aquatique dans toutes ses dimensions (espace piscine, espace forme, espace balnéo, parc aquatique) ; exploiter toutes activités de services accessoires au service public délégué, telles que la vente de produits liés au domaine aquatique ou la mise en place de distributeurs automatiques. Le Concessionnaire assurera également l'exploitation administrative, technique, commerciale et financière du service à ses risques et périls, et notamment à ce titre : la reprise du personnel de l'actuel délégataire en application de l'article L. 1224-1 du code du travail et, le cas échéant, le recrutement et le management de tout le personnel nécessaire à l'exploitation du service ; l'acquisition et le renouvellement du mobilier nécessaire à l'exploitation, tel qu'il sera défini dans son offre et repris en annexe à la convention de délégation de service publique, ainsi que des fournitures nécessaires à l'

exploitation, étant souligné que La CC de l'Île d'Oléron n'aura à sa charge que les biens mis à disposition dès la prise d'effet de la convention ; la mise en œuvre d'une stratégie commerciale, notamment marketing (communication et commercialisation) pour assurer la fréquentation du service dans toutes ses composantes) ; le maintien et le développement de la mise en réseau avec les partenaires locaux (office tourisme, associations, commerçants, prestataires d'activités, comités d'entreprises,...) ; le respect en tous points des dispositions législatives et réglementaires actuelles ou futures afférentes aux activités, ouvrages, équipements et installations faisant l'objet de la délégation de service public ; l'entretien de l'ensemble des ouvrages, des installations techniques, mais aussi des espaces extérieurs intégrés dans le périmètre de la délégation ; la gestion administrative, financière et comptable. Le Concessionnaire pourra subdéléguer à des tiers une partie des tâches qui lui sont confiées tout en conservant la responsabilité entière du service et sous la condition d'un accord préalable express de la Communauté de Communes. L'ensemble des biens mis à la disposition du CONCESSIONNAIRE seront récapitulés dans une annexe à la convention. Le centre aquatique présente les principales caractéristiques suivantes : espaces d'activités (piscine - balnéo - forme - parc aquatique) ; espaces d'accueil et de services (accueil - restauration légère - administration locaux du personnel - vestiaires et sanitaires des espaces piscine, balnéo, forme, parc aquatique) ; espaces technique (locaux techniques - espaces techniques extérieurs)

**Identifiant interne :** DSP2026-01

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Services

**Nomenclature principale ( cpv ):** 92610000 Services d'exploitation d'installations sportives

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** Centre aquatique ILEO route du Stade

**Ville :** DOLUS D'OLERON

**Code postal :** 17550

**Subdivision pays (NUTS) :** Charente-Maritime ( FRI32 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :**

#### 5.1.3 Durée estimée

**Durée :** 60 Mois

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 7,500,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** non

**Informations complémentaires :** La durée du contrat est fixée à soixante-un mois à compter de sa notification. La durée du contrat est décomposée en deux périodes : une période de préfiguration estimée à un mois, à compter de la notification du contrat jusqu'à la mise à disposition de l'équipement, dédiée notamment à la mise en place de l'

équipe d'exploitation, à la prise en main de l'équipement ; une période d'exploitation du service public de soixante (60) mois, à compter de la mise à disposition de l'équipement. La date prévisionnelle de notification du contrat est fixée au 1er décembre 2026, soit un mois avant la date prévisionnelle de mise à disposition de l'équipement, qui est fixée au 1er janvier 2027.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Sources des critères de sélection :** Avis

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** La sélection des candidatures doit s'effectuer, conformément aux dispositions de l'article L. 14411-5 du CGCT, au regard de : des garanties professionnelles et financières

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** La sélection des candidatures doit s'effectuer, conformément aux dispositions de l'article L. 14411-5 du CGCT, au regard de : respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du code travail

**Critère :** Autres exigences économiques ou financières

**Description :** La sélection des candidatures doit s'effectuer, conformément aux dispositions de l'article L. 14411-5 du CGCT, au regard de : aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Qualité, cohérence et fiabilité financière de l'offre

**Description :** Qualité, cohérence et fiabilité financière de l'offre

Ordre d'importance : 1

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Qualité des services proposés aux usagers

**Description :** Qualité des services proposés aux usagers

Ordre d'importance : 2

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Nom :** Qualité, pertinence et adaptation des moyens et compétences mis en œuvre par rapport aux missions que le concessionnaire devra exécuter et à l'objectif de pérennité des installations

**Description :** Qualité, pertinence et adaptation des moyens et compétences mis en œuvre par rapport aux missions que le concessionnaire devra exécuter et à l'objectif de pérennité des installations

Ordre d'importance : 3

#### 5.1.11 Documents de marché

**L'accès à certains documents de marché est restreint**

**Justification de la restriction de l'accès à certains documents de marché :** Protection des informations particulièrement sensibles

**Des informations sur les documents restreints sont disponibles à l'adresse suivante :**  
www.marches-securises.fr

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Date limite de réception des offres :** 26/02/2026 à 12:00

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**  
Non

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** Informations auprès du Tribunal administratif de Poitiers. Avant la signature du contrat recours en référé précontractuel (art. L. 551-1 et svt du CJA), après ladite signature recours en référé contractuel (art. L. 551-1 et svt du CJA) ou recours de pleine juridiction contre le contrat.

#### 5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Poitiers

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Poitiers

## Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

**Nom officiel :** Communauté de Communes de l'Île d'Oléron (17)

**Numéro d'enregistrement :** 24170062400026

**Adresse postale :** 59 route des Allées

**Ville :** SAINT-PIERRE D'OLÉRON

**Code postal :** 17310

**Subdivision pays (NUTS) :** Charente-Maritime ( FRI32 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : service-marches@cdc-oleron.fr

**Téléphone** : +33 546472468

**Télécopieur** : +33 546471288

**Adresse internet** : <https://www.marches-securises.fr>

**Point de terminaison pour l'échange d'informations (URL)** : <https://www.cdc-oleron.com/>

**Profil de l'acheteur** : <https://www.marches-securises.fr>

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

#### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Poitiers

**Numéro d'enregistrement** : 17860004500029

**Adresse postale** : Hôtel Gilbert 15 rue de Blossac CS 80541

**Ville** : POITIERS CEDEX

**Code postal** : 86020

**Subdivision pays (NUTS)** : Vienne ( FRI34 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

**Téléphone** : +33 549607919

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## Section 10 - Modification

**Version de l'avis antérieur à modifier** : 58515-2026

**Principale raison de la modification** : Mise à jour d'informations

**Description** : 5.1.12 Conditions du marché public - Conditions de présentation : Le dossier candidature à fournir comprend les pièces suivantes : Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription ou au registre du commerce ou de la profession. Description : 1 - Lettre de candidature ou DC1 ; 2 - Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne fait l'objet d'aucune exclusion de la participation à la procédure de passation du contrat de concession prévue aux articles L. 3123-1 à L.3123-11, et à l'ensemble des conditions soumises aux articles R. 3123-16 à R. 3123-19 du code de la commande publique ; 3 - Justification du respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-1 à L.5212-4 du Code du Travail ; 4 - Documents relatifs à la situation propre aux opérateurs économiques. Capacité économique et financière : 5 - extrait des bilans et comptes de résultats pour les 3 derniers exercices clos disponibles dans le cas où

la publication des bilans est prescrite par la législation du pays dans lequel le candidat est établi ou tout autre document reprenant les mêmes données concernant l'ensemble de l'activité du candidat et concernant le domaine d'activité objet de la délégation de service public ; 6 - Déclaration sur l'honneur concernant, d'une part, le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation, réalisées au cours des trois derniers exercices, ou depuis la date de création de l'entreprise si cette dernière date de moins de trois ans ; 7 - attestations d'assurances responsabilité civile et professionnelle pour l'activité objet de la délégation. Capacité technique et professionnelle : 8 - Présentation de l'entreprise. En cas de groupement, devront être clairement précisés : l'identité, le rôle et, eu égard aux compétences, la complémentarité de chacun des membres du groupement dans le cadre du projet ; 9 - son savoir-faire en matière de réalisation et d'exploitation en rapport avec l'objet de la délégation ; 10 - les références pertinentes vérifiables du candidat au cours des trois dernières années pour les missions d'exploitation, relatives à des prestations similaires à celles faisant l'objet de la présente consultation ; 11 - note décrivant les moyens techniques et humains du candidat (effectifs par catégorie de personnels, qualifications, outillage, matériels, équipements techniques)

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : b4c86a15-b361-4599-b8cf-35647e7124ec - 01

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 29/01/2026 à 10:03

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 29/01/2026